L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres 26 ½ Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 28 SEPTEMBRE 1861.

G. F. WEISSE / F. LIBERT. H. DUFOUR / G. HARRY } EDITEURS-PROPRIETAIRES.

Nouvelle-Orléans,
SAMEDI MATIN, 28 SEPTEMBRE.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les dix numéros. On en sera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.
Par R. B. Sykes, 56, rue des Magasins—Graines et cie.
Par Francis Fernandez, coin St-Louis et Chartres—Pianos, marbre, glaces, chaises, &c.

Bulletin des exploits fédéraux.

Abraham Lincoln doit avoir lieu de se féliciter de deux succès qu'il vient d'obtenir. Il a pu remettre à ses volontaires la législature du Maryland et celle du Kentucky, en employant, il est vrai, des moyens diamétralement opposés. Son but était d'empêcher le passage d'ordonnances de sécession dans ces deux Etats et il y est parvenu en emprisonnant l'une des législatures, et en achetant l'autre à prix d'or. A côté des détails de la Maryland et de Oak Hill, l'histoire contemporaine ces deux triomphes des à la sagacité intrinsèque des hommes d'état yankees.

Dans le Maryland, malgré la présence des baïonnettes fédérales, le sentiment public s'était si énergiquement prononcé sous toutes ses formes contre l'odieuse tyrannie de Lincoln, que la législature, jadis unioniste, était devenue complètement sécessioniste. On avait que dès sa première séance une ordonnance de sécession devait être passée. Aussi le gouvernement de Washington était-il résolu à étouffer à tout prix l'expression de la volonté souveraine du peuple de cet Etat.

Les police fédérale, installée à Baltimore, procéda à l'arrestation de tous les représentants et sénateurs du district, et des mesures furent prises pour se rendre maîtres de ceux des autres districts. Les moyens employés furent presque partout les mêmes. Des détachements de troupes et principalement de volontaires arrêtaient, sans mandat, à de nombreuses reprises, les officiers de la législature, et particulièrement par les greffiers qui avaient proclamé qu'ils maintiendraient la législature ouverte à ce qu'ils quoiqu'arrêtés. Le président occupant la maison de garde fut le greffier de la chambre, W. Y. Kidd; son assistant Thomas H Moore ne se trouvait que dans la soirée. Le greffier du Sénat Mc Kimmore, et son assistant M Cormick, ne purent se trouver qu'avec beaucoup de difficulté. MM Goodwyer, Mccarver, d'Alleghany, Scidmore et Durant furent aussitôt arrêtés. Mr. Pigler fut pris pendant la soirée, mais M. Wier échappa aux recherches. Le but des sbires était d'arrêter tous les membres qui auraient voté pour le fameux rapport de M. Wallace, dont on a publié 30,000 exemplaires. Pendant la soirée, les salons de la chambre et du sénat se réunirent en caucus et résolurent de retourner chez eux après avoir signé un manifeste. Il arrêta toutefois que les greffiers et de la plus grande partie des membres de l'assemblée a mis forcément fin à la législature.

Ainsi, voilà un Etat souverain et indépendant qui, sans aucun acte de rébellion ouverte contre l'Union, a vu ses droits les plus sacrés méconnus et foulés aux pieds. Ses deux sénateurs et plusieurs de ses représentants au Congrès, la majeure partie de sa législature, le Maire et le conseil de police de sa métropole, Baltimore, ses plus éminents citoyens ont été jetés en prison sur de simples soupçons, les journaux ont été supprimés. La population de l'Etat tout entier est soumise aux outrages les plus indignes, et M. Lincoln, ayant étouffé ainsi toute voix d'opposition, peut s'écrier "l'ordre règne au Maryland." C'est dans un pays libre, dans la république fondée par Washington qu'un pareil crime de lèse-humanité, la compression de tout un peuple, a pu s'accomplir, et cela avec la complicité des citoyens et des Etats du Nord qui s'énorgueillissent du titre d'Etats libres.

Il en avait un autre Etat où M. Lincoln avait intérêt à contrôler aussi l'action de la législature, c'était l'Etat du Kentucky. Mais ses arrières n'avaient pas encore pris possession. Agir ouvertement c'était risquer de provoquer une explosion populaire qui eût arraché à la législature une ordonnance de séparation. Le Kentucky avait eu le malheur de donner naissance au président des Etats Unis. M. Lincoln résolut de lui faire une grâce; au lieu de l'écraser il prit le parti de l'avilir. Toutes les ressources du génie astucieux de Seward furent mises en réquisition; on lui donne carte blanche pour acheter la législature et la législature fut achetée.

Ce n'est pas là une de ces assertions que les partis se lancent à la face dans les moments d'effervescence. C'est aujourd'hui un fait patent, notoire, que soit avec de l'or, soit avec des contrats prodigués à profusion la majorité de la législature kentuckienne a vendu sa misérable despote de Washington, l'indépendance, le sang et l'honneur de son fils de ce grand Etat. Tout un arsenal de lois rédigé par une main yankee a été voté coup sur coup, et le zèle des vendus a semblé toujours dépassé le désir de ceux qui les payaient. Dans cette assemblée qui, il y a quatre mois, votait à l'unanimité moins quatre voix d'énergiques protestations contre la coercition et la guerre, on a trouvé assez d'hommes infâmes pour voter la peine de mort contre tout Kentuckien qui serait pris les armes à la main, combattant pour son pays, ses institutions, ses foyers et son honneur.

Tels sont les deux grands exploits accomplis par l'administration fédérale. Le sort du Kentucky serait bientôt celui du Maryland si le malheureux de Lincoln portait ses traits à une division que l'action de la législature tend à jeter parmi les citoyens de cet Etat rendrait même la condition du Kentucky cent fois plus déplorable, si le bon sens du peuple ne faisait justice de ces machinations ténébreuses.

Que les Kentuckiens comparent ces perfides menées de Lincoln à l'attitude et digne, aux proclamations si franches et si loyales qu'a adressé le peuple du Tennessee à ses représentants, et qui les envahissent pour les opprimer et ceux qui ne viennent qu'à titre de libérateurs et de frères.

CORRESPONDANCE D'UN SOLDAT.

Nous avons reçu la lettre suivante d'un de nos volontaires actuellement en Virginie. Nous la publions pour montrer quel degré d'indignation les atrocités commises par les bandes de Lincoln ont excité dans le cœur de nos défenseurs.

Fairfax, 21 sept. 1861.

Monsieur l'Editeur,

Quand aurait dû finir et quand finira la guerre ?

La guerre serait terminée si, lors de la victoire remportée dans les plaines de Manassas, on eût donné aux volontaires et aux soldats qui ont envahi le sol de la Virginie la magnanime et sévère leçon qu'ils s'*étaient attendus à recevoir*.

La guerre finira lorsqu'on proclamera à l'Union et au monde entier que les adversaires et ceux qui nous égorgeaient et pendaient sans pitié nous qui, sans pitié, nous égorgeaient et nous pendaient s'ils étaient les vainqueurs.

Que s'est-il fait ? N'entend-on pas dans les détails et résumons :

Un exil, croyant à une victoire, saccagé aux branches d'arbres et de nos soldats prisonniers.

Il a été brûlé les demeures particulières, propriété et les églises.

Dans le Missouri ils ont tué, dans la Virginie ils ont outragé les femmes et les enfants.

Deux fois déjà nous sommes dernières nous leur talons : ils entendent la parole et le libelle de la presse.

Le siége de Washington a placé, près de chacun de vous qui lui sont comptés, un soldat chargé de ne vous quitter leurs regards, lorsque, leur égoïsme, leur fidélité.

L'heure est arrivée à laquelle devaient succomber que Lincoln qui croit d'après Bernard, s'est commettre un crime qui mène au cachot.

On arrête, on emprisonne des vieillards, des enfants à peine à quelques années de leur berceau—pourquoi ? Parce que ces vieillards vous aiment—pourquoi ? Parce que ces vieillards vous donnent sur la paix, parce qu'une mauvaise pensée dans le sentiment des enfants un refuge qui pourra donner au gouvernement des États Unis.

Un général, pour sauvegarder sa vie, a proclamé que désirer, pendant un jour, une émotion. Il a commandé des soldats des rebelles qui l'ont assassiné, ont menacé des mêmes châtiments ceux qui, pour et menace du même châtiment ceux qui, à l'avenir, exercent le recours.

On enseigne la terreur et la menace à nos soldats, *ce qui devait amener leur égalité* sur la terre soulevée, *ce qui devait amener* leur égalité sur la terre soulevée, ce qui devait amener leur égalité sur la terre soulevée, ce qui devait amener leur égalité sur la terre soulevée, ce qui devait amener